

## RÉGIME DE RETRAITE PROGRESSIVE

Une enseignante ou un enseignant qui souhaite se prévaloir du régime de retraite progressive doit en faire la demande par écrit à la commission scolaire normalement avant le **1<sup>er</sup> AVRIL PRÉCÉDANT** l'année scolaire durant laquelle doit débiter la retraite progressive (5-22.00 de l'entente provinciale)

- Le régime a pour effet de permettre à une enseignante ou un enseignant à temps plein de réduire son temps travaillé pour une période d'une à cinq années avant la retraite complète.
- Pour être admissible, l'enseignante ou l'enseignant **doit vérifier au préalable auprès de Retraite Québec** qu'elle ou il aura droit à une pension à la date prévue pour la fin de l'entente.
- **Le départ à la retraite est obligatoire à la fin de l'entente.**
- Toute modification aux dates fixées pour le début ou la fin de l'entente doit préalablement être acceptée par Retraite Québec.
- L'entente **devient nulle** dans le cas où l'enseignante ou l'enseignant **cesse volontairement de participer au régime au cours de la première année** de l'entente.
- L'entente **prend fin** dans le cas où l'enseignante ou l'enseignant **cesse volontairement de participer au régime plus d'un an après le début** de l'entente.
- La tâche de travail peut varier entre 40 % et 80 % de la semaine régulière de travail ou de son équivalent dans le cadre d'une année scolaire.
- L'enseignante ou l'enseignant **doit préciser la période envisagée pour la retraite progressive** ainsi que **le temps qu'elle ou il entend travailler au cours de chacune des années visées**.

L'octroi d'une demande de retraite progressive est la responsabilité exclusive de la commission scolaire. Cependant, dans le cas d'un refus, la commission scolaire doit fournir, à la demande de l'enseignante ou de l'enseignant, les raisons de son refus.

- Si une enseignante ou un enseignant éprouve une maladie durant le programme, ce programme sera annulé **à la demande de l'enseignante ou de l'enseignant** et elle ou il se retrouve en période d'assurance salaire.
- Aux fins du régime de retraite en vigueur, une pleine année de service est reconnue pour chacune des années de participation au programme.
- Pendant la durée de l'entente, **l'enseignante ou l'enseignant et la commission scolaire doivent verser** les cotisations ou contributions au régime de retraite sur **la base d'un plein salaire**.
- Pour la durée de l'entente, l'enseignante ou l'enseignant accumule ancienneté et expérience.